

Lutte de classe

Gluckstein au garde-à-vous devant l'Etat capitaliste.

Qui peut interdire les licenciements ? A question élémentaire, réponse élémentaire : seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait interdire les licenciements. Mauvaise réponse camarades : Sarkozy et son gouvernement, l'Etat, l'Etat capitaliste. Interdire les licenciements, exproprier les capitalistes, satisfaire nos centaines de revendications, appartient au même registre.

Procédons par ordre.

Pour que vienne au pouvoir un gouvernement ouvrier révolutionnaire, chacun sait que cela ne se produira jamais par la voie institutionnelle ou à l'issue d'élections, depuis plus d'un siècle et demi cela ne s'est jamais produit nulle part dans le monde, donc un tel gouvernement ne pourrait voir le jour qu'au cours d'une mobilisation révolutionnaire des masses laborieuses après qu'elle a chassé le gouvernement, et c'est seulement une fois après que ce gouvernement aurait décrété l'abolition des institutions de la Ve République sur lesquels reposent le pouvoir politique des capitalistes, une fois seulement après que la classe ouvrière serait devenue la classe dominante (dictature du prolétariat), qu'une telle mesure pourrait être appliquée, car qui d'autres dans le pays que les travailleurs pourraient la mettre en oeuvre dans chaque entreprise s'ils n'en avaient pas conquis auparavant le pouvoir et droit légitime en tant que classe détenant dorénavant tout le pouvoir.

En résumé, il faut impérativement que la classe ouvrière ait conquis le pouvoir politique avant de pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme, au pouvoir économique des capitalistes. Par exemple, temps que les travailleurs n'auront pas conquis le pouvoir politique, aucun gouvernement soi-disant ouvrier ou socialiste ne pourra exproprier sans indemnité les capitalistes. Ce qui explique qu'on ne peut pas qualifier le gouvernement d'Evo Morales en Bolivie de gouvernement ouvrier ou socialiste et qu'il a été obligé de verser des milliards de dollars aux rares capitalistes qu'il a exproprié. Morales gouverne en réalité pour le compte de la bourgeoisie. Chavez également.

Et si vous n'en êtes pas convaincus, Merkel et son gouvernement en Allemagne viennent d'adopter un projet de loi en conseil des ministres prévoyant de pouvoir lancer une « *procédure d'expropriation* » des actionnaires des banques en échange d'indemnités, je cite (AFP 18.02). Selon vous camarades : pour le compte de qui ? Celui de la classe ouvrière ou celui du capitalisme allemand ? Le gouvernement Merkel serait-il devenu par hasard un gouvernement ouvrier ou socialiste ? Poser la question c'est y répondre.

Ce serait commettre une terrible méprise de croire qu'un jour quelque part dans le monde, des nationalisations réalisées sans remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation, l'auraient été dans un autre objectif que d'assurer la stabilité du régime capitaliste, comme ce fut le cas après-guerre en France, par exemple.

Ceci étant posé, revenons à l'éditorial de Gluckstein (*Informations ouvrières* n°34), ensuite nous nous poserons une question tout aussi élémentaire que la précédente. :

« *Je ne connais pas Victorin Lurel. On peut supposer que ce responsable socialiste a des désaccords avec le Parti ouvrier indépendant. Mais sur la question la plus brûlante de l'heure concernant la Guadeloupe, on ne peut qu'approuver son propos : l'Etat est responsable* »

Les propos et l'intention de ce soi-disant *socialiste* n'étant certainement pas de remettre en cause l'Etat capitaliste tel qu'il existe, il est normal qu'il s'en remette à lui, à ses représentants, à Sarkozy et son gouvernement qui sont à ses yeux son horizon indépassable, tout comme la Ve République et le capitalisme. Il s'agit donc d'enfermer, de soumettre la mobilisation engagée à la Guadeloupe depuis plus de quatre semaines aux institutions de la Ve République, au lieu de proposer une issue politique aux masses

qui se situerait au-delà de ce carcan qui les étouffe et qui interdit d'entrevoir tout changement politique radical nécessaire à la satisfaction des revendications.

Or, ne pas proposer une issue politique aux masses qui pourrait se traduire dans un premier temps par la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement, aboutit d'un côté à laisser les mains libres à Sarkozy, de l'autre à laisser les masses désarmées politiquement pour l'affronter, ce qui ne peut se terminer que par le pourrissement du mouvement en cours, le désespoir, l'anarchie et la répression.

Je tiens à préciser ici un point important.

Si je dis chasser Sarkozy et son gouvernement suffit comme mot d'ordre dans un premier temps, cela ne signifie pas que j'aurais oublié les institutions de la Ve République, je tiens compte du fait que l'ampleur de la crise mondiale du capitalisme ne permettrait à aucun gouvernement quel qu'il soit, de faire mieux que celui de Fillon-Kouchner, qu'il ne tiendrait pas plus longtemps que celui de Sarkozy si on le chassait demain, sans doute encore moins, puisque la crise est très loin d'avoir dit son dernier mot et ne cesse de s'aggraver, et ce n'est qu'à partir du moment où le gouvernement qui se serait substitué à celui de Sarkozy serait placé le dos au mur du fait de la mobilisation révolutionnaire des masses, qu'il faudrait avancer le mot d'ordre de liquidation des institutions, puisqu'en peu de temps toutes les formes de gouvernements sous la Ve République auraient été mises à l'épreuve et auraient démontré l'impossibilité de satisfaire nos revendications, la liquidation des institutions de la Ve République, de l'Etat capitalisme s'imposerait aux yeux des masses ou seraient directement à leur portée.

Si maintenant la crise avait éclaté avant les élections présidentielles, sachant que Sarkozy faisait partie du gouvernement Chirac, là pour le coup il aurait été opportun, non pas de soutenir Royal, mais de ne rien faire pour empêcher son élection, sachant qu'elle se serait retrouvé rapidement dans la situation où se trouve aujourd'hui Sarkozy, le développement de la situation se dirigeant inévitablement vers l'ouverture d'une crise révolutionnaire.

Pour le POI et le PS, l'objectif du combat du mouvement ouvrier n'est pas l'émancipation du prolétariat du capitalisme, mais l'amélioration des conditions de vie de la population qui permet de la subordonner au capitalisme. En cela rien ne les distingue, ce sont des partis contre-révolutionnaires.

Pour comprendre comment l'opportunisme s'exprime ici une fois de plus, il faut avoir à l'esprit en permanence, qu'en s'abstenant de proposer une issue politique aux masses quelle que soit la situation sociale ou politique, alors que c'est son devoir élémentaire, un parti ouvrier soutient finalement le régime en place. Pas forcément ouvertement, cela ne se traduit pas directement, mais en s'interdisant de mettre en avant une issue politique conforme à l'objectif du combat du mouvement ouvrier, ce parti s'interdit également de construire le parti qui sera indispensable à la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est la question capitale qui échappe à la plupart des militants. En ne proposant aucune issue politique aux masses, il leur interdit toute issue politique tout simplement. Si maintenant on ne voit pas plus loin que le bout de son nez ou que l'on s'est fixé un autre objectif, on pourra admettre que la politique du POI est correcte, alors qu'en réalité elle est réformiste bourgeoise et rien d'autre. Comment ne pas voir que pour Gluckstein le mouvement est tout et l'objectif n'est rien ?

Que le PS et le POI soient au garde-à-vous devant l'Etat capitaliste ne nous étonne pas du tout, pas plus que le refus obstiné de Gluckstein de le caractériser, comme s'il n'avait pas une nature de classe. On vient de voir qu'ils s'adressent bien à l'Etat tel qu'il existe, à ses représentants et personne d'autres.

Et que dit plus loin Gluckstein : « *il est de la responsabilité de l'Etat d'interdire les licenciements* », le même Etat qui n'a pas changé de nature ou de représentants en neufs lignes dans son éditorial, je les ai comptées, cela confirme ce que j'avais écrit il y a déjà un moment, que c'était bien aux représentants de l'Etat capitaliste que le POI (à l'époque le PT) s'adressait pour demander de mettre en oeuvre cette mesure, tout en sachant qu'aucun gouvernement bourgeois ne l'appliquera, autrement dit sans proposer une issue politique qui pourrait déboucher sur son application, cela revient à parler pour ne rien dire, cela conduit uniquement à une impasse politique.

D'après vous qu'est-ce qui caractérise le mieux la situation actuelle, sinon une impasse politique ?